

[www.coe.int/TCY](http://www.coe.int/TCY)

Strasbourg, le 25 mai 2016



T-CY (2016)19F

## **Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)**

**15<sup>e</sup> session plénière**

**Strasbourg, 24 – 25 mai 2016**

**Rapport de session**

## 1 Introduction

La 15e réunion plénière du Comité T-CY, qui s'est tenue à Strasbourg les 24 et 25 mai 2016, a été présidée par Cristina SCHULMAN (Roumanie) et ouverte par Jan KLEIJSEN (Directeur de la Société de l'information et de la lutte contre la criminalité, DG 1, Conseil de l'Europe). Quelque 140 représentants des Etats parties et des observateurs y ont participé.

## 2 Décisions

Le T-CY a décidé :

### **Point 2 de l'ordre du jour : Etat d'avancement des signatures, des ratifications et des adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole**

- de noter avec satisfaction la ratification récente de la Convention de Budapest par le Liechtenstein et Israël et d'accueillir le Liechtenstein et Israël en leur qualité de nouveaux Etats parties ;
- de se féliciter de la signature par la Turquie du Protocole additionnel (STE 189) relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques ;
- de se réjouir de l'intérêt manifesté par le Cap-Vert et le Ghana pour l'adhésion à la Convention de Budapest ;
- de se féliciter de l'intérêt témoigné pour la Convention de Budapest par les observateurs ad hoc de la Biélorussie et de la Tunisie ;
- d'encourager les Etats ayant signé ou ayant été invités à adhérer à devenir parties dans les plus brefs délais ;
- de prendre acte des mesures en cours sur la voie de la ratification ou de l'adhésion à la Convention ou à son Protocole en Argentine, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au Mexique, à Monaco, au Maroc, au Pérou, au Paraguay, aux Philippines, au Sénégal, en Afrique du Sud et aux Tonga ;
- d'inviter les membres du T-CY à encourager le processus d'adhésion, y compris en consultation avec leur Représentation respective à Strasbourg, conformément au plan de travail du T-CY ;
- de rappeler aux États que les instruments d'adhésion ou de ratification doivent inclure les déclarations relatives à la désignation des autorités compétentes en matière d'extradition (article 24 la Convention de Budapest), aux demandes d'entraide judiciaire (article 27), ainsi qu'aux points de contact joignables vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept (article 35) ;
- d'encourager l'ensemble des États parties à la Convention de Budapest à signer et ratifier le Protocole additionnel (STE 189) relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, ou à y adhérer ;
- d'insister sur l'utilité de la Convention de Budapest dont ont témoigné des participants au T-CY originaires de tous les continents ;

**Point 3 de l'ordre du jour : Informations fournies par les parties et les observateurs – Tour de table**

- de noter avec intérêt les informations fournies sur les politiques en matière de cybercriminalité, les évolutions législatives, la formation ou les grandes affaires par l'Albanie, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, le Cap-Vert, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Allemagne, le Ghana, la Hongrie, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la République de Maurice, le Mexique, la Moldova, le Monténégro, Monaco, le Maroc, les Pays-Bas, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Fédération de Russie, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, le Sri Lanka, l'Afrique du Sud, la Suisse, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », les Tonga, la Tunisie, la Turquie, l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis ;

**Point 4 de l'ordre du jour : Dialogue avec les organisations internationales (observateurs du T-CY)**

- d'accueillir favorablement les informations fournies par la Commission de l'Union africaine, l'Union européenne (Commission européenne et EUROJUST), le Secrétariat du Commonwealth, INTERPOL et l'Organisation des États américains ;

**Point 5 de l'ordre du jour : Etat d'avancement du troisième cycle d'évaluation du T-CY sur l'article 13 relatif aux sanctions et mesures**

- de prendre note du premier rapport rédigé par le Centre d'études de droit commercial de l'Université Queen Mary de Londres et de ses conclusions préliminaires ;
- d'accueillir avec intérêt les questions et commentaires formulés par les parties et les observateurs et d'encourager les pays qui ne l'ont pas encore fait à communiquer leurs réponses au questionnaire sur l'article 13 avant le 12 juillet 2016 ;
- d'inviter le Centre d'études de droit commercial de l'Université Queen Mary de Londres à élaborer une version révisée de l'étude en tenant compte des commentaires transmis par les parties et les observateurs et à fournir au Secrétariat du T-CY une version actualisée d'ici le 4 juin 2016 ;
- de demander au Secrétariat de communiquer aux parties et observateurs (a) l'étude révisée pour commentaires, ainsi que (b) la compilation des réponses reçues pour correction et compléments avant le 12 juillet 2016 ;
- d'inviter le Bureau à rédiger un rapport d'évaluation pour examen par la 16<sup>e</sup> session plénière du T-CY en novembre 2016 ;

**Point 6 de l'ordre du jour : Evaluation des dispositions en matière de conservation**

- d'adopter le rapport supplémentaire d'évaluation relative aux dispositions concernant la conservation (T-CY(2015)24) pour Malte et le Panama ;
- d'encourager Malte et le Panama à informer à tout moment le Secrétariat des mesures prises et des exemples de bonnes pratiques;
- d'examiner les avancées réalisées par Malte et Panama dans un délai de 12 mois à compter de l'adoption du rapport (c'est-à-dire à la mi 2017);

**Point 7 de l'ordre du jour : Groupe sur les preuves dans le nuage**

- de prendre en note des informations apportées par le Groupe sur les preuves dans le nuage concernant les réunions récemment organisées à Fribourg et Bruxelles, ainsi que les échanges de vues avec les prestataires de services et les organisations de la protection des données ;
- de saluer les travaux en cours au sein de l'Union européenne dans le domaine des enquêtes transfrontalières et des juridictions dans le cyberspace, ainsi que l'intention de rechercher des synergies entre les efforts menés au sein du Comité de la Convention sur la cybercriminalité et de l'Union européenne ;
- de saluer la présentation de la « Synthèse informelle des problématiques et options en examen par le Groupe de travail Preuves dans le nuage » (T-CY(2016)7) et du projet de note d'orientation sur l'article 18 la Convention de Budapest (T-CY(2015)16) ;
- d'apprécier les commentaires transmis par les parties à la Convention de Budapest et ses observateurs au cours de la réunion et d'inviter les parties et les observateurs à envoyer leurs commentaires écrits avant le 12 juillet 2016 ;
- d'inviter le Groupe sur les preuves dans le nuage à diffuser d'ici la fin septembre 2016 une version révisée de la note d'orientation, incluant une compilation des commentaires reçus, auprès des parties et des observateurs, en vue de recevoir de nouveaux commentaires avant le 21 octobre 2016 ;
- d'inviter le Groupe sur les preuves dans le nuage à présenter son projet de rapport assorti de recommandations lors de la 16<sup>ème</sup> session plénière du T-CY qui aura lieu en novembre 2016 ;

**Point 8 de l'ordre du jour : Suivi du rapport d'évaluation en matière d'entraide judiciaire, adopté par le T-CY en décembre 2014**

- de noter – concernant la Recommandation 8 relative au rapport d'évaluation en matière d'entraide judiciaire - que les parties et les observateurs sont peu nombreux à disposer de procédures d'urgence et d'apprécier les bonnes pratiques en la matière présentées par la France et l'Allemagne ;
- d'inviter le Bureau à élaborer et le Secrétariat à diffuser une demande d'informations sur le suivi donné aux Recommandations 1-7 et 9-15 du rapport d'évaluation en matière d'entraide judiciaire, ainsi qu'à la Recommandation 16 sur les délais de conservation des données informatiques ;
- de se féliciter des suites données aux Recommandations du rapport d'évaluation en matière d'entraide judiciaire dans les pays du Partenariat oriental avec le soutien du projet régional Cybercrime@EAP II du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, y compris concernant les Recommandations 17 et 18 sur les modèles multilingues et les outils en ligne pour la coopération internationale ;

**Point 9 de l'ordre du jour : Notes d'orientation**

- d'accueillir positivement le projet de note d'orientation sur le terrorisme et d'inviter les parties et les observateurs à envoyer de nouveaux commentaires d'ici le 12 juillet et le Bureau à revoir le projet de note concernant les commentaires formulés par les parties et observateurs ;

- de demander au Secrétariat de prévoir l'organisation d'une présentation sur les recherches en matière d'interception, y compris concernant les communications voix sur IP, lors de la T-CY 16;

**Point 10 de l'ordre du jour : Plan de travail du T-CY pour 2016/17**

- de prendre note des visites effectuées en Irlande et au Nigéria par le T-CY ;
- d'inviter le Bureau à effectuer des visites officielles en Argentine, au Chili, au Costa Rica, en Grèce, à Panama et aux Philippines.

**Point 11 de l'ordre du jour : Dotation financière du T-CY pour 2016/17**

- d'appeler les parties et les observateurs à fournir des contributions supplémentaires et non affectées pour le projet Cybercrime@Octopus, y compris en vue de soutenir le T-CY ;
- de se féliciter des contributions du Japon et de Monaco et des promesses de contributions volontaires supplémentaires faites par l'Estonie et les États-Unis concernant le projet Cybercrime@Octopus, y compris en vue de soutenir le T-CY ;

**Point 12 de l'ordre du jour : Activités des projets de renforcement des capacités et du Bureau du Conseil de l'Europe pour le Programme sur la cybercriminalité (C-PROC)**

- de se féliciter de l'envergure croissante des activités de renforcement des capacités mises en œuvre grâce au Bureau du Conseil de l'Europe pour le Programme sur la cybercriminalité (C-PROC) en Roumanie ;
- de remercier les donateurs (Estonie, Japon, Monaco, Roumanie, Royaume-Uni et États-Unis) de leurs contributions volontaires pour le renforcement des capacités, ainsi que l'Union européenne pour le financement accordé au titre de programmes communs du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ;
- d'appeler le Conseil de l'Europe :
  - à présenter à certains Etats parties, Etats signataires et Etats invités à adhérer à la Convention de Budapest l'éventail complet des activités de renforcement des capacités, y compris concernant la formation sur le terrain ;
  - à aider tout État intéressé par la Convention de Budapest à renforcer sa législation interne en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques ;
  - à contribuer aux activités pertinentes des organisations partenaires ;

**Point 13 de l'ordre du jour : Elections**

- d'élire Erik PLANKEN, Pays-Bas, président et Cristina SCHULMAN, Roumanie, vice-présidente du T-CY;
- d'élire en tant que membres du Bureau du T-CY :
  - Andrea CANDRIAN, Suisse
  - Jayantha FERNANDO, Sri Lanka
  - Karuna Devi GUNESH-BALAGHEE, République de Maurice
  - Eirik TRØNNES HANSEN, Norvège

- Markko KÜNNAPU, Estonie
- Claudio PEGUERO, République dominicaine
- Gareth SANSOM, Canada
- Oleksii TKACHENKO, Ukraine
- Pedro VERDELHO, Portugal

#### **Point 14 de l'ordre du jour : Questions diverses**

- de se féliciter de la qualité des informations fournies par M. Eirik TRØNNES HANSEN, Norvège, représentant du T-CY au sein du Groupe de rédaction des amendements à la Recommandation Rec(2005)10 sur les techniques spéciales d'enquête en relation avec des infractions graves, y compris des actes de terrorisme (CODEXTER) et de l'inviter à avertir les membres de la 16<sup>ème</sup> session plénière du T-CY de toute évolution en ce domaine ;
- de prendre note de la Recommandation 2089(2016) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les droits de propriété intellectuelle à l'ère numérique, qui invite «le Comité de la Convention Cybercriminalité à élaborer des principes directeurs sur des mesures juridiques et pratiques contre les atteintes à la propriété intellectuelle et aux droits connexes, conformément à l'article 10 de la Convention sur la cybercriminalité » et, à cet égard :
  - de considérer que la question des atteintes à la propriété intellectuelle, telles que stipulées par l'article 10 la Convention de Budapest, renvoie à d'autres accords internationaux sur les droits en la matière et exige simplement que ces instruments soient également appliqués en lien avec des infractions relatives à des systèmes informatiques ;
  - ainsi, eu égard aux discussions en cours dans diverses enceintes, nous estimons prématuré « d'élaborer des principes directeurs sur des mesures juridiques et pratiques contre les atteintes à la propriété intellectuelle et aux droits connexes, conformément à l'article 10 de la Convention sur la cybercriminalité » ;
  - de suivre les évolutions et de revenir ultérieurement sur ce point une fois que la situation se sera éclaircie ;
  - de demander au Secrétariat de transmettre cette réponse au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe;

#### **Point 15 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du T-CY**

- d'organiser, sous réserve de financement, la 16<sup>ème</sup> session du T-CY, que suivront la conférence Octopus et le 15<sup>e</sup> anniversaire de la Convention de Budapest, du 14 au 18 novembre 2016.
-

### 3 Annexes

#### 3.1 Agenda annoté

**(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un \* relèvent de la décision des membres représentant les Parties contractantes à la Convention de Budapest)**

1.	Ouverture de la 15 <sup>e</sup> réunion plénière et adoption de l'ordre du jour
2.	Convention de Budapest et Protocole : état des signatures, des ratifications et des adhésions  Les participants sont invités à examiner <a href="#">l'état des signatures, des ratifications</a> ou des adhésions par divers pays.
3.	Informations communiquées par les Parties et les observateurs – Tour de table  Les participants sont invités à donner des informations sur les évolutions législatives, les principaux cas, les événements importants, la formation dispensée à d'autres pays, y compris par des organisations internationales, etc.  Les signataires et les Etats invités à adhérer sont priés de rendre compte des progrès réalisés en vue de la ratification de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et de son Protocole sur la xénophobie et le racisme et de l'adhésion à ces instruments.  Brèves interventions (deux minutes par intervention).
4.	Dialogue avec des organisations internationales (observateurs du T-CY)  Les représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur auprès du T-CY sont invités à présenter les activités pertinentes et à engager un dialogue avec les membres du T-CY. Sont observateurs la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat du Commonwealth, l'Union européenne (Commission, ENISA, EUROJUST, EUROPOL), INTERPOL, l'UIT, l'OEA, l'OCDE, l'OSCE, l'ONUUDC et le G7.
5.	Statut du 3 <sup>e</sup> cycle d'évaluation du T-CY consacré à l'article 13 (sanctions et mesures)  La 11 <sup>ème</sup> réunion plénière du a décidé de consacrer le 3 <sup>ème</sup> cycle d'évaluation à l'article 13 (sanctions et mesures) et a adopté le questionnaire. Une Présentation et des débats sur le projet d'étude préparé par le Centre for Commercial des études de droit, Queen Mary, Université de Londres, se tiendront.
6.	Evaluation des dispositions relatives à la préservation  Evaluation de Malte et du Panama en vue d'adoption des rapports.
7.	Groupe sur les preuves dans le nuage : mise à jour  Le groupe de preuve dans le nuage fera le point sur les activités menées :  - informations sur l'échange de vues avec les organisations de la protection des données - informations sur les discussions avec les fournisseurs sur les mesures concrètes visant à

renforcer la coopération entre les fournisseurs de services et les autorités de justice pénale des Parties ;

Les membres du T-CY membres et les observateurs sont invités à discuter :

- du projet de Note d'orientation sur la production d'information relative aux abonnés (article 18 de la Convention de Budapest) ;
- les éléments d'un protocole additionnel à la Convention de Budapest.

#### 8. Suivi du rapport d'évaluation sur l'entraide judiciaire

Le [rapport d'évaluation sur l'entraide judiciaire](#) invite les Parties à suivre les recommandations relevant de la responsabilité des autorités nationales et faire un rapport au T-CY au plus tard 18 mois après l'adoption du présent rapport sur les mesures prises pour permettre la T-CY, conformément aux règles de procédure (article 2.1.g), afin d'examiner les progrès accomplis.

Les membres du T-CY et les observateurs sont invités à un premier échange sur le suivi donné aux recommandations du rapport d'évaluation.

Le Secrétariat fera rapport sur le suivi donné par l'intermédiaire des projets de renforcement des capacités.

Le Bureau de T-CY rendra compte des informations reçues sur les procédures d'urgence (recommandation 8).

#### 9. Notes d'orientation du T-CY

T-CY est invité à examiner :

- l'interception des communications de voix sur réseau IP et les recherches à distance : le Bureau du T-CY présentera une proposition sur la démarche à suivre en réponse à la demande de la Slovaquie.
- la proposition des Etats-Unis relative à une note d'orientation sur le terrorisme.

#### 10. Programme de travail du T-CY pour 2016-2017

Le Bureau du T-CY informera les Parties sur les résultats des visites officielles en Irlande et au Nigéria.

#### 11. Dotations financières du TCY pour 2016-2017

Le Secrétariat informera les participants de l'état des ressources financières dont disposera le T-CY en 2016 et 2017.

A la suite de la décision sur le financement du T-CY prise à la 9<sup>e</sup> réunion plénière, les Parties sont invitées à envisager d'apporter une aide financière au T-CY par des contributions volontaires au projet [CyberCrime@Octopus](#).

#### 12. Activités des projets de renforcement des capacités et Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC)

Le Secrétariat donnera des renseignements à jour sur les projets de renforcement des capacités et sur le [Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité](#) (C-PROC) de Bucarest.



**13. Elections\***

Les élections du Président, du vice-Président et Bureau conformément aux articles 5 et 6 du [règlement](#).

**14. Questions diverses**

- Échange de vue sur la Recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Recommandation 2089(2016) sur les droits de propriété intellectuelle à l'ère numérique ("Inviter le Comité de la Convention sur la cybercriminalité à élaborer des principes directeurs sur des mesures juridiques et pratiques contre la violation du droit d'auteur et des droits voisins, conformément à l'article 10 de la Convention sur la cybercriminalité »).
- Informations sur le groupe de rédaction du CODEXTER visant à mettre à jour de la recommandation Rec (2005) 10 sur l'utilisation des « techniques spéciales d'enquête en ce qui concerne les crimes graves, y compris des actes de terrorisme » (T-CY 14 avait nommé M. Markko Künnapu (Estonie) et M. Eirik Tronnes Hansen T-CY représentants de ce groupe).

**15. Prochaine réunion du T-CY\***

Les membres du T-CY sont invités à se prononcer sur la proposition de tenir 16ème réunion plénière ainsi que de la Conférence Octopus et l'anniversaire des 15 ans de la Convention de Budapest dans la semaine du 14 au 18 novembre 2016.

Cette proposition est soumise à la disponibilité de fonds.

### 3.2 Liste de participants

#### Bureau members

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
NETHERLANDS (T-CY Chair)	Erik PLANKEN  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)  APOLOGISED	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice
ROMANIA (T-CY Vice-chair)	Cristina SCHULMAN  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Legal adviser Department for International Law and Judicial Cooperation
DOMINICAN REPUBLIC	Claudio PEGUERO  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)  APOLOGISED	Advisor to the chief of Police in ICT National Police
ESTONIA	Markko KÜNNAPU  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Adviser on EU Affairs Ministry of Justice
GEORGIA	Giorgi TIELIDZE  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Senior Adviser Department of Internal Security and Public Order
NORWAY	Mr Eirik TRØNNES HANSEN  Cloud Evidence Group member (T-CY Delegate)	Prosecutor Kripos
PORTUGAL	Pedro VERDELHO  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
SERBIA	Branko STAMENKOVIC Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)  APOLOGISED	Special Prosecutor for High-Tech Crime of Serbia Special Prosecutors Office for High-Tech Crime

### Parties

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
ALBANIA	Diana STILLO SILA (T-CY Representative)	Head of International Judicial Cooperation Unit
ALBANIA	Aida HAJNAJ	Head of Section of Money Laundering
ALBANIA	Hergis JICA	Commissioner Cybercrime Unit
ALBANIA	Arqilea KOÇA	Prosecutor (chef of the sector) Cybercrime Sector
ARMENIA	Armen ABRAHAMYAN (T-CY Delegate)	Officer Fight Against High-tech Crimes,
ARMENIA	Armenuhi HARUTYUNYAN	Ministry of Justice
ARMENIA	Hayk MKRTCHYAN	Senior Lieutenant of Police Senior Detective of Division On Combating High Tech Crimes
AUSTRALIA	Simon LEE Cloud Evidence Group member	Director Crime Prevention and Federal Offenders Criminal Justice Division Commonwealth Attorney-General's Department
AUSTRIA	Andrea ROHNER	Prosecutor at the Ministry of Justice
AUSTRIA	Johann POSCHINGER	Police Federal Ministry of the Interior Criminal Intelligence Service Austria

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
AZERBAIJAN	Yalchin RAFIYEV	First Secretary Global Risks and Threats Section International Security Department Ministry of Foreign Affairs
AZERBAIJAN	Javid HUMBATOV	Cyber Crime Department Ministry of National Security
AZERBAIJAN	Erkin ALIKHANOV	Director International Relations Department Prosecutor General's Office
BELGIUM	Frederik DECRUYENAERE (T-CY Representative)	Attaché au Service des Infractions et Procédures Particulières Service Public Fédéral Justice
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Branka BANDUKA (T-CY Representative)	Expert Adviser for combating organized crime Sector for combating terrorism, organized crime, corruption, war crimes and misuse of narcotics
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Nedžad ČATIĆ	Head of the Department for the fight against cyber crime Ministry of the Interior of the Federation of Bosnia and Herzegovina
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Darko SOLDAT	Expert Associate The Prosecutor's Office of Bosnia and Herzegovina
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Melis FIŠO	Inspector – Investigator State Investigation and Protection Agency
BULGARIA	Vasil PETKOV (T-CY Delegate)	Inspector Cybercrime, IPR and Gambling Section General Directorate Combating Organized Crime
CANADA	Gareth SANSOM  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Director, Technology and Analysis, Criminal Law Policy Section, Department of Justice Canada

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
CANADA	Janelle VINCENT	Department of foreign affairs
CANADA	Clare BARRY	Counsellor International Criminal Operations Canadian Mission to the European Union
CANADA	Robert M. YOUNG	Criminal, Security and Diplomatic Law Division (JLA)
CROATIA	Ivan MIJATOVIC (T-CY Delegate)	High-tech Crime Department, National Police Office for Suppression of Corruption and Organized Crime
CYPRUS		
CZECH REPUBLIC	Gabriela BLAHOVA	Director of the International Department for Criminal Matters
DENMARK	Mark ORBERG	Ministry of Justice
DOMINICAN REPUBLIC	Claudio PEGUERO  T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)  APOLOGISED	Advisor to the chief of Police in ICT National Police
ESTONIA	Markko KÜNNAPU  T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Adviser on EU Affairs Ministry of Justice
FINLAND	Mr Janne KANERVA  (T-CY Representative)	Counsellor of Legislation Legislative Affairs
FINLAND	Jouko HUHTAMÄKI	Ministerial Adviser Ministry of the interior Police Department
FRANCE	Sylvain BRUN  (T-CY Delegate)	Adjoint au chef de OCLCTIC (National Cybercrime Unit)
FRANCE	Jacques MARTINON	Magistrat à la Mission contre la Corruption et la Cybercriminalité (mi2C) Direction des Affaires Criminelles et des Grâces (DACG)

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
GEORGIA	Giorgi TIELIDZE  T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Senior Adviser Department of Internal Security and Public Order
GEORGIA	Givi BAGDAVADZE	Head of International Cooperation Unit Office of the Chief Prosecutor Ministry of Justice
GEORGIA	Aram PANYAN	Detective of the Cybercrime Division of the Central Criminal Police Department of the Ministry of Internal Affairs
GERMANY	Robert STEINIGER  (T-CY Delegate)	Staff Counsel Public Prosecutor German Federal Ministry of Justice and Consumer Protection Criminal Law Suppression of Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime
HUNGARY	Zsuzsa PETHŐ	Department of European Cooperation
ICELAND	Sigurður Emil PÁLSSON  (T-CY Delegate)	Senior Advisor Civil Protection, Cyber Security, Critical Infrastructures, Technical and Strategic Issues Department of Public Security Ministry of the Interior
ISRAEL	Naomi ELIMELECH SHAMRA  (T-CY Representative)	Adv. Deputy Director Ministry of foreign Affairs
ITALY	Francesco CAJANI  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Deputy Public Prosecutor High Tech Crime Unit Court of Law in Milan
ITALY	Gianluigi UMETELLI	Chief Inspector Italian National Police
JAPAN	Yuri HAYASHI  Cloud Evidence Group member	International Safety and Security Cooperation Division Foreign Policy Bureau Ministry of Foreign Affairs

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
JAPAN	Yusuke KITAMURA	Attorney Criminal Affairs Bureau Ministry of Justice
JAPAN	Shun KITAGAWA	Consul au Consulat du Japon
LATVIA	Aleksandra TUKISA (T-CY Delegate)	International Cooperation Bureau
LITHUANIA	Lilija OMELJANČUK (T-CY Representative)  APOLOGISED	Chief Investigator of the 1st Division of Cybercrime Investigation Board of the Lithuanian Criminal Police Bureau Vilnius
LIECHTENSTEIN	Martin HASLER	Diplomatic Officer
LUXEMBOURG	Laurent THYES	Conseiller de direction adjoint
MALTA	Timothy ZAMMIT  APOLOGISED	Inspector Cyber Crime Unit Malta Police Force Police General Headquarters
MAURITIUS	Karuna Devi GUNESH- BALAGHEE  (T-CY Representative)	Assistant Solicitor General
MAURITIUS	Mary Jane LAU YUK POON  Cloud Evidence Group member	Assistant Solicitor General Attorney General's Office
MAURITIUS	Arun ROHAMALLY	State Counsel for Solicitor General
MAURITIUS	Pushpawant BOODHUN	Deputy Permanent Secretary Ministry of Technology, Communication and Innovation
MAURITIUS	Harrah PRAVIN	Principal State Counsel Office of Director of Public Prosecution
MOLDOVA	Veaceslav SOLTAN (T-CY Representative)	Prosecutor Chief of Department on Information Technology and Cybercrime Investigation
MOLDOVA	Alexandru FITI	Chief of information security Section, Centre for combating cybercrime, General
MONTENEGRO	Ognjen MITROVIC	Adviser Directorate for International Legal Cooperation and EU Integration
MONTENEGRO	Aleksandra RUBEZIC	Administration for the Prevention of Money Laundering and Terrorism Financing

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
MONTENEGRO	Jakša BACKOVIC	Head of Unit for Anti-High Tech Crime in the Department for the fight against organised crime and corruption
NETHERLANDS	Erik PLANKEN T-CY Chair and Cloud Evidence Group member (T-CY Representative) APOLOGISED	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department
NETHERLANDS	Eva MAAS	Policy advisor Law Enforcement Department Ministry of Security and Justice
NETHERLANDS	Joost RAEVEN	Senior policy advisor Ministry of Security and Justice
NORWAY	Eirik TRØNNES HANSEN T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY Delegate)	Prosecutor Kripos
PANAMA	APOLOGISED	
POLAND	Michał ZALEWSKI	Wydział dw. z Cyberprzestępczością Biuro Służby Kryminalnej Komendy Głównej Policji
PORTUGAL	Pedro VERDELHO T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica
ROMANIA	Ioana ALBANI Cloud Evidence Group member (T-CY Delegate)	Chief Prosecutor Directorate for Investigating Organized Crime and Terrorism Offences Service for Preventing and Combating Cyber Criminality Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice
ROMANIA	Cristina SCHULMAN T-CY Vice-Chair and Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Legal adviser Department for International Law and Judicial Cooperation



<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
SERBIA	Branko STAMENKOVIC  T-CY Bureau and Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)  APOLOGISED	Special Prosecutor for High-Tech Crime of Serbia; Special Prosecutors Office for High-Tech Crime of Serbia Nemanjina 22-26 str. RS-11000 Belgrade
SERBIA	Petar JANKOVIC	Advisor Department for Analysis and Financial-Information Issues Directorate for the Prevention of Money Laundering Ministry of Finance
SERBIA	Dragan JOVANOVIC	Deputy Criminal Police Directorate Service for Combating Organized Crime Ministry of Interior
SERBIA	Vlatko BOZOVIC	Head of Department for Financial Investigation Ministry of Interior
SLOVAKIA	Branislav KADLECIK  (T-CY Representative)	General State Counsellor International Public Law Division International Relations Department Ministry of Justice
SLOVENIA	Toni KASTELIC  (T-CY Representative)	Head of Computer Investigation Centre Criminal Police Directorate
SPAIN	Maria Elvira TEJADA DE LA FUENTE  (T-CY Representative)	Head Cybercrime Prosecutor's Office
SPAIN	Eugenia Hernández FERNÁNDEZ	Fiscal. Asesora de la Dirección General de Cooperación Jurídica Internacional y Relaciones con las Confesiones.
SPAIN	Jose Luís CARAMÉ SOTO	Lieutenant Grupo de delitos telemáticos Unidad Central Operativa
SPAIN	Beatriz RAMOS	Brigada de Investigación Tecnológica (Jefa del Grupo 2e de Protección al Menor Comisaria general de policía Judicial

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
SRI LANKA	Jayantha FERNANDO (T-CY Representative)	Director ICTA
SRI LANKA	Yamuna RANAWANA	Deputy Legal Draftsperson
SRI LANKA	Lal DIAS	CEO Sri Lanka CERT
SRI LANKA	Dharshika KUMARI	Assistant Superintendent of Police
SWITZERLAND	Andrea CANDRIAN  Cloud Evidence Group member (T-CY Representative)	Stv. Chef, International Criminal Law Unit Federal Office of Justice
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Vladimir MILOSHESKI (T-CY Representative)	Public Prosecutor Basic Public Prosecutor's Office
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Poliksena HRISTOVSKA	Counsellor for IPA Funds EU Department Ministry of Justice
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Maja JOVANOVA	Head of IT Unit Department for Financial Intelligence
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Marjan STOILKOVSKI	Head of the Sector for Computer Crime and Digital Forensics
TURKEY	Ibrahim OZDEMIR	Deputy Inspector International Operations Department of Cyber Crime Turkish National Police
TURKEY	Kemalettin KOLUTEK	Head of Department, Financial Crimes Investigation Board Ministry of Finance
TURKEY	Ramazan GÜRKAN	Judge Rapporteur General Directorate of Criminal Affairs Ministry of Justice
TURKEY	Tamer SOYSAL	Rapporteur Judge Ministry of Justice of Turkey
UKRAINE	Oleksii TKACHENKO (T-CY Representative)  APOLOGISED	International Relations officer Cyber Department, SBU

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
UKRAINE	Tetiana SHORSTKA	Deputy Head of Department Head of the Division on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Directorate of International Law Ministry of Justice
UKRAINE	Dmytro SEMENIUK	Head of Division, Cybercrime Department of the National Policy
UNITED KINGDOM	Faiza TAYAB-JONES	Cyber Crime, Fraud, Interventions & Partnerships Unit Strategic Centre for Organised Crime Office for Security and Counter Terrorism
USA	Michael STAWASZ	Deputy chief for Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice Washington, DC

### Observer States

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
ANDORRA		
ARGENTINA	Marcos SALT (T-CY Representative)	Member of the Advisory Committee Against Computer Related Crimes
CHILE	Pablo CASTRO (T-CY Representative)	Subdirector para Seguridad Internacional Ministerio de Relaciones Exteriores Dirección de Seguridad Internacional y Humana
COLOMBIA		
COSTA RICA	Adalid MEDRANO (T-CY Delegate)	Abogado & Consultor en Nuevas Tecnologías
GREECE		
IRELAND		

<b>COUNTRY</b>	<b>NAME</b>	<b>INSTITUTION</b>
MEXICO	Santiago OÑATE LABORDE	Observateur Permanent du Mexique
MEXICO	Diego SANDOVAL PIMENTEL	Adjoint à l'Observateur Permanent du Mexique
MONACO	Gabriel REVEL	Adjoint au Représentant Permanent Représentation Permanente de Monaco auprès du Conseil de l'Europe
MOROCCO	Abdeljalil TAKI	Commissaire divisionnaire Ministère de l'intérieur Direction générale de la surveillance du territoire
MOROCCO	Marouane HEJJOUJI	Chef du service de lutte contre la cybercriminalité Direction de la police judiciaire.
MOROCCO	Mina JAMIL	Magistrat détaché à la Direction des Affaires Pénales et de la Grâce
PARAGUAY	María Soledad Machuca.	Deputy Attorney General Cybercrime Unit
PERU	Carlos VASQUEZ	Ganoza, General Director for Criminal and Penitentiary Policy of the Ministry of Justice of Peru
PHILIPPINES	Jed Sherwin UY (T-CY representative)	Agent-in-Charge Office of Cybercrime
PHILIPPINES	Theodore VILLANUEVA	Senior Deputy State Prosecutor
PHILIPPINES	Rosalie CUMLA	State Counsel Department of Justice Office of the Chief State Counsel
RUSSIAN FEDERATION	Yulia TOMILOVA	Attaché of the Department of new Threats MEA
SAN MARINO		
SENEGAL	Papa Assane TOURE (T-CY Representative)	Secrétaire général Adjoint du Gouvernement Primature du Sénégal
SENEGAL	El Hadj Gormack TALL	Avocat général à la Cour d'appel de Dakar

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
SENEGAL	Mamadou Cissé FALL	Conseiller technique n°1 du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
SENEGAL	Mamadou DIAKHATE	Directeur du Centre de formation judiciaire
SENEGAL	Ibrahima DIOP	Commissaire de Police Principal, Chef de la Division des Investigations Criminelles
SOUTH AFRICA	Zoyisile MSHUNQANE	State Security Agency South Africa
SOUTH AFRICA	Pieter DU RAND	Chief Director: Court Services Department of Justice and Constitutional Development
SWEDEN	APOLOGISED	
TONGA	Andrew TOIMOANA	Digital forensics expert Tonga Police
TONGA	Leotrina MACOMBER	Crown Counsel Attorney General's Office

### Ad-hoc country observers

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
BELARUS	Aleksandr SUSHKO	Head of High Tech Crime and Intellectual Property Department Investigative Committee
BELARUS	Zmicier BRYLOU	Senior Prosecutor International Legal Department General Prosecutor's Office
BELARUS	Vadzim USTSINOVICH	Head of High Tech Crime Department Ministry of Internal Affairs
CABO VERDE	Paulo Jorge BRITO LOPES	National Director of Defence
GHANA	Yvonne ATAKORA OBUOBISA	Ag. Director of Public Prosecutions Division
GHANA	Margaret ABBA-DONKOR	Manager Engineering National Communications Authority
TUNISIA	Abderrazak ZOUARI	Agence Technique des Télécommunications (ATT)

### Observer Organisations

ORGANISATION	NAME	POSITION
AFRICAN UNION COMMISSION (AUC)	Okechukwu Emmanuel IBE	Coordinator, Chairperson Office 1 Roosevelt street, W.22, K.19 Addis-Ababa, Ethiopia

AFRICAN UNION COMMISSION (AUC)	John MUGABO	
COMMONWEALTH	Emma THWAITE	Assistant Legal Officer
EUROPEAN COMMISSION		
MIGRATION AND HOME AFFAIRS	Tjabbe BOS	Policy Officer
EUROPEAN UNION		
EUROPOL (EC3)		
EUROPEAN UNION  ENISA	Silvia PORTESE  APOLOGISED	Network and Information Security - Research and Analysis Expert EUROPEAN UNION AGENCY FOR NETWORK & INFORMATION SECURITY (ENISA)
EUROPEAN UNION  EUROJUST	Mieke DE VLAMINCK	Analyst
G7		
INTERPOL	Silvino SCHLICKMANN JUNIOR	Assistant Director
International Telecommunication Union (ITU)		
ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (OAS)	Rodolfo ORJALES	CCIPS Senior Counsel REMJA
OECD		
OSCE		
UNODC	APOLOGISED	

### Council of Europe experts

ORGANISATION	NAME	POSITION
Consultant	Betty SHAVE	Consultant
University of London	Ian WALDEN	Professor of Information and Communications Law Centre for Commercial Law Studies, Queen Mary, University of London

### Council of Europe Committees

COMMITTEES	NAME	POSITION
CDMSI (Steering Committee on Media and Information Society)	Emir POVLAKIĆ	Head of Division for Licensing, Digitalization and Coordination in Broadcasting, Communications Regulatory Bosnia and Herzegovina

CDPC (European Committee on Crime Problems)	APOLOGISED	
PC-OC	Gabriela BLAHOVA	Director of the International Department for Criminal Matters Ministry of Justice Czech Republic
T-PD	APOLOGISED	

### Council of Europe Secretariat

Name	Details
Jan KLEIJSEN	Director of Information Society and Action against Crime Directorate General Human Rights and Rule of Law
Patrick PENNINCKX	Head of Media, Information Society, Data Protection and Cybercrime Department Information Society and Action against Crime Directorate, Directorate General Human Rights and Rule of Law
Alexander SEGER	Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee Head of Cybercrime Division Head of Cybercrime Programme Office (C-PROC) Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mariana CHICU	Programme Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Alexandru FRUNZA	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law
Giorgi JOKHADZE	Programme Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Manuel PEREIRA	Programme Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Marie AGHA-WEVELSIEP	Programme Officer Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law
Alina Elena HANGANESCU	Project Assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law

Valérie SCHAEFFER	Project Assistant Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Alexandra-Adina TRANDAFIR	Project Assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law

### **Interpreters**

- Giamil ELLIS LARACUENTE
- Julia TANNER
- Chloé CHENETIER
- Stella RAPPOSELLI
- Sergio ALVAREZ
- Pablo CHANG CASTILLO